

**MIEUX
CHOTARD
QUE
JAMAIS**

P. 4

La lettre à

LULLU



2€

Le clou a aussi mal que le marteau

Irrégulomadaire satirique N° 59, déc07-jan08

connectingue pipole

En direct sur ParanoTV

On ne bouge plus. La ville est en tournage permanent. En multivision. L'heure de gloire vidéo au bord du trottoir.

Vous êtes dans le casting. Un grand film se tourne à Nantes. Un film dont vous êtes le héros à l'insu de votre plein grès. Quoique de plus en plus de caméras passent en couleur, délaissant le noir et gris de toujours. La flicaille - oh les gros profiteurs - veut bénéficier des réseaux de caméras. « La police espère être reliée aux images captées par les caméras du réseau de transports publics de la Tan d'ici la fin de l'année »*. C'est le grand fantasme des sociétés policières : big-brotheriser tous les lieux publics. Dans une exigence impérieuse d'ordre et de contrôle, rien ne doit échapper aux regards inquisiteurs. Les deux doigts sur la sarkoze du pantalon, le préfet Bernard Hagelsteen en rêve. Il a déjà obtenu l'interconnexion de la quinzaine de caméras du réseau de vidéo surveillance publique de la ville de Saint-Herblain : les images arrivent en permanence au QG policier du commissariat central de Nantes. Il voudrait bien récupérer aussi les images tournées en continu par la compagnie de transports en commun de l'agglomération : officiellement une soixantaine de caméras, mais sans doute plus si on compte les caméras embarquées dans les rames de tram. C'est déjà possible sur réquisition judiciaire, mais si c'était en flux continu sans autorisation, ça serait plus cool pour surveiller la canaille, la racaille et les fauteurs de troubles. Pour que son regard soit moins trouble, le préfet a même dit que le ministère de l'intérieur propose de financer les câbles de raccordement.

Le maire de Nantes a protesté un peu, mais n'a pas dit non. Pour la forme, Jean-Marc Ayrault réclame le retour de la police de proximité, s'offusque de ce « que l'État se défasse continuellement sur les collectivités ». Mais il ajoute : « Je ne dis pas non à l'amélioration des dispositifs de vidéosurveillance mais ce n'est pas la panacée. » Et dites donc, M'sieur le maire, c'est efficace pour calmer les classes dangereuses ? « La vidéosurveillance dissuade seulement les voleurs de pommes. Sinon, c'est l'effet plumeau, ça déplace la délinquance »**, répond Dominique Pécaud, sociologue à la fac de Nantes qui planche sur le sujet depuis cinq ans. Il note aussi que les caméras sont présentes là où on veut bien investir, là où il y a de l'argent. Quant à l'effet réel, la délinquance s'adapte à la vidéosurveillance. La violence mute, monte d'un cran, devient plus agressive, plus rapide. Ce point-là a été démontré par les Anglais, pourtant régulièrement érigés en modèles, ajoute le sociologue. Ils vous déprimeraient un parano, ces sociologues.

* Presse-Océan, le 18 janvier 2008

** Ouest-France, le 19 janvier 2008

PANIQUE AU CHU DÉJÀ SOIXANTE VICTIMES L'AIR DE RIEN

**Bouillon de culture sous le service des urgences.
Affaire de clim' patraque et de ventilo contagieux.
Déjà 60 intoxiqués connus chez les chercheurs de l'unité de l'Inserm 601,
spécialisée en cancérologie.**



Chercheurs en apnée sous les urgences

Vapeurs toxiques à l'hosto. Les locaux et les chercheurs en cancérologie ont déjà été évacués deux fois. À quand la Loire-Inférieure confinée, sous cloche de verre ?

On respire mal à l'hosto, où l'unité 601 INSERM n'inspire pas confiance aux blouses blanches qui y travaillent. Question hygiène et sécurité, c'est pas le top dans ce labo de recherche en cancérologie, installé au CHU. À tel point que cette unité de chercheurs a été deux fois évacuée. En janvier 2007, pic de pollution apparemment propagé par la ventilation d'air. Un système où les faux plafonds aspirent l'air d'une pièce à l'autre. Il n'aurait été ni contrôlé ni nettoyé depuis la construction du bâtiment en 1990. Il y a même un appareil à inclusion marchant au formol, au toluène et au xylène, doté d'un système d'extraction crachoteux. Alerte rouge : l'unité est évacuée. L'hosto fait réparer, mais le 18 octobre, rebelote, re-pollution, ré-évacuation. « Pour désinfecter et neutraliser les vapeurs, eau de javel, soude acide sont déversées directement dans les canalisations, ce qui vraisemblablement amplifie l'effet toxique des vapeurs », alerte la CGT. On en est au

cinquième audit des locaux. Et désormais les experts s'attaquent à l'étage du dessus : les urgences, où la gêne a aussi été ressentie. Les campagnes d'analyse déploient l'artillerie lourde, enquête épidémiologique, questionnaire des bonnes pratiques dans le labo. Les microbes sont instamment priés de prendre un badge avant de venir traîner dans les couloirs.

L'air de contaminés

Il y là quelque 180 chercheurs, thésards, étudiants stagiaires et laborantins, partagés entre quatre employeurs : université de Nantes, CHU, Inserm et CNRS. Près d'une soixantaine a eu des problèmes de santé, et une demi-douzaine a dû prendre des arrêts maladie. Le catalogue des symptômes est copieux : la bouche et la langue qui brûlent, des difficultés à parler ou à respirer, des troubles digestifs, des irritations de peau, des grosses fatigues et des migraines. Les troubles

de la parole sont ravivés « au contact de différentes odeurs, produits de désinfection de piscine, fumées de cheminées... », notent Lise Caron et Joël Le Balch, responsables CGT de la recherche, et de l'Université. Une dizaine de personnes a fait valoir son droit de retrait pour ne plus travailler dans ces locaux insalubres et dangereux pour la santé.

Un comité de suivi a été mis en place par les quatre employeurs : siégeant au sein des comités hygiène et sécurité, les syndicats sont furax : les employeurs ont mis un an avant de réagir, et malgré les demandes, le principe de précaution ne s'applique pas. Pour la direction, pas question de fermer préventivement les locaux. La justice a été saisie par la CGT. Les autres syndicats doivent suivre. En attendant, les chercheurs sont priés de venir travailler avec leur air personnel.

Jacques Ventilo

La boîte à winners

La gestion par la performance envahit les services municipaux. Piscines, musées, stationnement, cantines et égouts, il faut des winners partout.



Tournez ménages La mairie externalisée

La logique de performance et de rentabilité forcées a trouvé d'autres centres de préoccupation dans « l'entreprise » municipale. Tout ce qui peut être externalisé droit l'être. Le ménage des bureaux tout d'abord. Confié à des entreprises extérieures. Dans certains services, pour amadouer les résistances, on la joue finement. Une réunion de travail demande ainsi aux agents des espaces verts : **qu'est ce qui est le plus pénible pour vous ? Réponse : tondre les rubans d'herbe au milieu du périmètre. Ni une ni deux, c'est externalisé ! Ce qui aide à faire passer le principe. Dans quelques années, la fonction de maire elle-même sera confiée à une boîte de prestations de services**

La performance dans la fonction publique n'est pas une idée diabolique de droite. Post-moderne en diable, la gauche nantaise l'a mise en place. Un ersatz tout droit tiré du monde de l'entreprise, recyclé par le secteur public pour pousser les fonctionnaires à se défoncer. L'embrouille, c'est que là, faut trimer plus et y'a rien à gagner ! Sous couvert de mieux gérer l'argent public, l'esprit du management s'est donc immiscé dans les politiques publiques, désormais soumises à la culture du résultat et à des critères d'évaluation quantifiés. La logique libérale de l'entreprise appliquée au service public. Si à Paris, les ministres de Sarkozy attendent, la peur au ventre, leur bulletin de notes, à Nantes, ce sont les directeurs de services qui serrent les fesses à l'idée de rendre des comptes. Pas les mêmes enjeux mais une même discipline : programmes, indicateurs de résultats, efficacité, objectifs, maîtrise des coûts... Selon une source syndicale, le systè-

me se met progressivement en place dans tous les secteurs : sports, urbanisme, jeunesse et famille, espaces verts, police municipale. Lulu s'est procuré l'une des lettres d'information destinées au personnel municipal. Quel phrasé ! Ça commence par l'inévitable couplet sur « le dialogue et la concertation » avec les responsables de service. C'est le préalable à toute mise en place du « nouveau système de cadrage budgétaire qui vise à définir l'allocation des moyens et des crédits ». La note détaille : « Avec l'adoption du nouveau système de gestion, ce sont les objectifs des actions et leur finalité qui seront pris en compte pour mesurer les budgets » alloués à chaque direction. Il faut donc tenir les objectifs sinon gare ! Dans ce contexte de restrictions budgétaires, les chefs de services sont des managers soumis à résultats qui doivent être exemplaires. Ou sanctionnés !

Tout compte fait

Ça va être coton. Comment ces zélés gestionnaires de l'argent municipal vont-ils noter la politique culturelle ou sportive de la ville ? Au nombre de plongeurs dans les piscines ou d'entrées dans les rues pour les parades de Royal de Luxe ? Et quels indicateurs pour l'action sociale et la réinsertion ? Le décompte à la virgule près du nombre de tapes sur l'épaule aux Rémis fréquentant le CCAS ? La performance, pour le stationnement, c'est plus clair : les agents municipaux ont déjà le carnet à souche qui chauffe. Sous prétexte de maîtrise des coûts,

Percé modéré Le Lieu double

Jean Blaise, éminence rose de la culture à la Nantaise, patron du Lieu unique, habite un lieu double. Et ce depuis des années. Deux HLM Butte Sainte-Anne, l'un au-dessous de l'autre, que Blaise et sa femme, membre du cabinet d'Ayrault à Nantes métropole, ont habilement réunis. À loyer modéré. Pour relier les deux étages, avec une des plus belles vues de Nantes sur la Loire, il a suffi de faire un trou. Une liberté qui n'est pas donnée à tout le monde. Les locataires normaux qui doivent payer le moindre accroc au papier peint en savent quelque chose. Duplex sed lex. Mais là non.



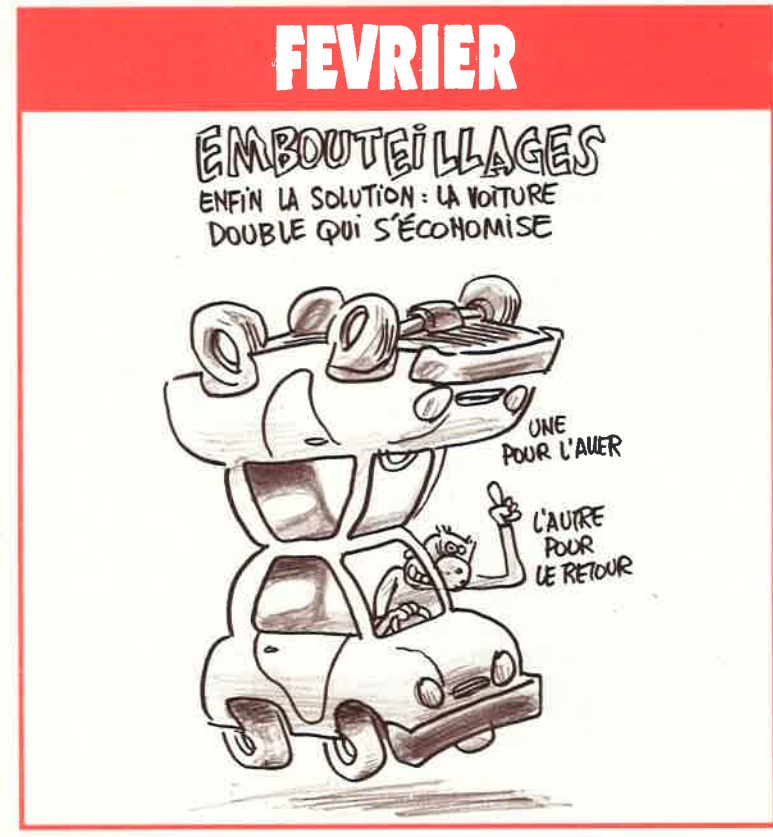
Stade terminal Kita dit quoi

Le nouveau boss du FCN fait la révolution. Outre le nouveau blason (voir Lulu N° 58) la fièvre rénovatrice de Waldemar Kita n'a pas de frein : il a relooké les bancs de touche, abandonné le « Atlantique » de l'ancien FCNA, revenu au tout bête FCN, et il travaille sur une tenue spéciale pour les joueurs quand ils sortent en ville. « Car l'image est capitale », explique ce haut stratège de la com. Il a d'autres projets mirifiques, comme « donner une touche de modernisme, améliorer le look de la partie administrative et de l'accueil » du centre d'entraînement de La Jonelière où des travaux sont programmés pour la cuisine. Les joueurs pros devront venir y manger plus souvent. Accessoirement, il va virer 23 salariés du club « dans l'intérêt de la gestion de la société ». Mais ce n'est pas tout. Le stade tombe en ruine ou presque : « Âgée de 25 ans, La Beaujoire est vétuste et il faut pour tant que les gens puissent venir en famille et se sentir en sécurité ». Un message qui entend faire pression sur le proprio du stade, la ville de Nantes, mais qui n'est pas très rassurant pour les inconscients qui s'obstinent à croire qu'il vont au match sans crainte

de prendre une tribune sur la tronche. En attendant, le président veut un nouvel équipement. « Mais y a-t-il possibilité de transformer le stade en un équipement moderne et fonctionnel ? Sinon, pourquoi ne pas envisager la construction d'un nouveau stade ? » Un message aux happy tax payers. D'autant que les susdits ont déjà craché. La ville de Nantes vient de dépenser 3,4 millions d'euros pour un chantier en deux phases : depuis avril 2007, la pose de deux écrans géants de 37 m2 permet de retransmettre des phases de matchs et des occasions de but, en direct. Mais ce n'était pas tout, les travaux ont porté sur le changement de la sonorisation, l'amélioration des accès aux bâtiments, le remplacement des bardages, les peintures, etc. Deuxième phase, en juillet dernier, avec la création d'une infirmerie principale à l'arrière des tribunes Océane, mais aussi la rénovation des vestiaires de joueurs et des sanitaires, l'embellissement des loges aux 3e et 4e étages. Pour un stade en décrépitude, il repassera le président.

Adhémar Walkiri

* Presse-Océan, le 18 janvier 2008



Sophie Poirier

MARS

LE FESTIVAL JUSTE POUR RIRE ANNULÉ!



mot à mot

Tempête dans un verbiage

L'institut Kervégan, « réservoir d'idées » (think tank, qui était jusqu'ici utilisé, ça doit faire trop ricain) a une lettre d'information* où on peut lire une virulente charge contre le capitalisme : « les marchés, instances transparentes, arbitrent sans âmes et sans substrat humain ». C'est cette expression qui fait chaud aux tripes. Substrat humain. On croirait que l'humanité se vend en sacs de 50 kilos dans les jardinerie. Mais il y a mieux. Un certain Thierry Patrice parle de tout et de rien : « Au lieu de chercher à avancer en contraignant toujours plus, il faudra au contraire construire l'indivi-

dualité parfaite par une offre aussi large et libre que possible du contenu des expériences afin que chacun existe comme immergé dans une créativité raisonnée permanente ». Et pas une seule fois le mot durable. Quelle modernité du verbe ! En dessous autre fulgurance : « La conjonction de deux tendances, concentration et virtualisation, n'entraînera-t-elle pas une errance/deshérence des individus d'une telle société/corps concentrés/séparés d'un côté, et la tête ailleurs jusqu'à en être décerébrés ? » Évidemment, la tête ailleurs, on va droit vers un décerébrationnisme/retétation.

* Tribune libre n°19, décembre 2007

Polipolé

De quoi qu'on se mail

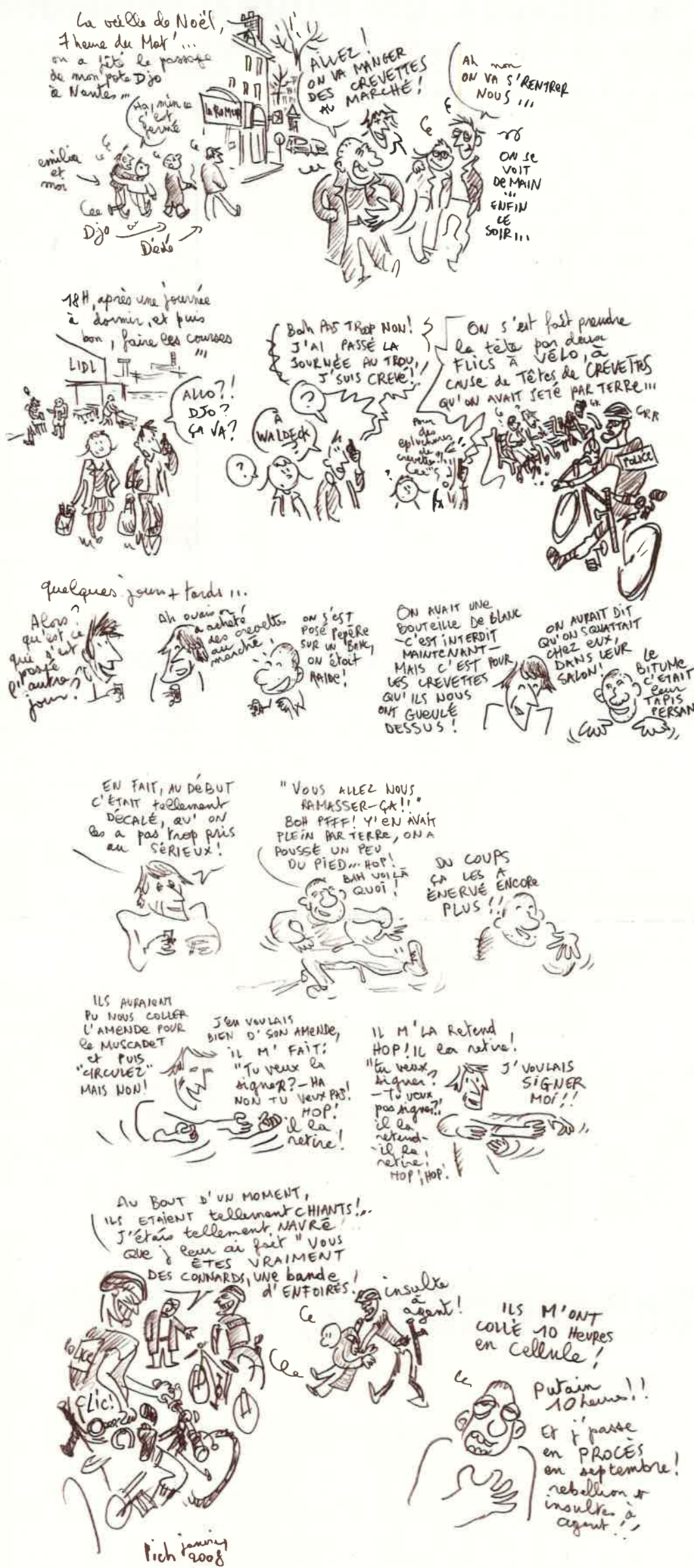
À France Bleu Loire Océan, en revenant de la machine à café, un quidam a envoyé un courriel à l'ensemble du personnel. Un courriel qui cite in extenso un papier du *Canard enchaîné*, paru plusieurs semaines auparavant, sur la double rémunération de l'omni-président. L'article rappelait que le susdit président a cumulé, durant plusieurs mois, ses reliquats de ministre de l'intérieur, du temps du p'tit Nicolas, avec ce qu'il palpe actuellement comme cachetons en se produisant sur toutes les scènes du monde sous le pseudo de Sarko le Grand. S'étant retrouvée destinataire du mail subversif, la direction

de FBLO en a profité, illico presto et subito, pour divulguer une info maison : la boîte interne est limitée exclusivement aux communications professionnelles. Elle ne doit en aucun cas véhiculer des messages de type « politique » ou « polémique ». Les missi dominici de l'audiovisuel public local considèrent donc comme un brûlot « polémique » un article de presse ordinaire, tout ce qu'il y a de plus véridique, légal et à la disposition de tous dans n'importe quel kiosque, mais concernant le pouvoir élyséen. Un spam qui risque de réchauffer l'info à l'eau tiède qui fuit de son robinet.

AVRIL



POUR UNE POIGNÉE DE CREVETTES...



Délate attitude

Y'a pas photo

Le cinéma, c'est plus beau que la vie, à ce qui paraît. Séance au Gaumont. Un avertissement précède le film : toute copie par tous moyens est interdite, bla bla bla. Le baratin s'achève en invitant tout spectateur témoin d'une prise de photo -y compris avec un téléphone portable- ou d'enregistrement, à le dénoncer aussitôt à la direction du multiplex. Avis à ceux qui ne voudraient pas cafter contre ces piratages éhontés des multinationales du 7e art : ils devront se dénoncer eux-mêmes.



Si tu as quoi ?

De la misère en milieu notable

Situationnisme, blairisme, avocat-commis-d'office-de-tourisme, opportunisme, porte-d'enfacisme, renégatisme et finalement umpisme de circonstance. Décidément, Yvon Chotard aura tout essayé.

Pour ces prochaines municipales, Sophie Jozan porte le flambeau de la droite nantaise. Pour ne point se brûler, elle porte aussi des corsages ignifugés. Pour ne pas s'ennuyer, elle a accueilli dans ses rangs un transfuge de l'équipe rivale, le citoyen Chotard, passé d'un centrisme ramollo à la droite endurecie. Avant d'être l'avocat commis d'office de tourisme d'Ayrault, Chotard a d'abord été situationniste provincial en 68. Il a ensuite été tenté par la notabilité de l'élu figurant. Il s'était présenté une fois aux législatives en 1998, avec un succès, disons d'estime. Mais le score, 3,14 %, lui avait valu le surnom de « Monsieur Pi ».

Puis, après le temps Guy Debord, voilà l'ère Change Debord. Et question vie en société, Chotard a le sens du spectacle en devenant celui dont les salons nantais parlent. Pendant quelques jours au moins. Il avait déjà fait scandale au début des années 1980 en défendant le négationniste Faurisson, au non de la sacrosainte liberté d'expression. Le situationnisme mène à tout à condition de savoir s'en faire un souvenir. Aujourd'hui assagi, Chotard a donc soigné son amour-propre d'adjoint remer-

cié en briguant un strapontin au conseil municipal. Mais avant l'élection, il est une précieuse recrue d'ouverture pour l'UMP. Une curiosité, qui donne du pittoresque à la liste. Peut-être même une attraction touristique.

Transfusion sans gain

Lors d'une réunion publique, le transfuge pourrait toujours glapir que « le vieux schéma de la contradiction entre forces productives et rapports de production ne doit certes plus se comprendre comme une condamnation automatique à court terme de la production capitaliste qui stagnerait et deviendrait incapable de continuer son développement. Mais cette contradiction doit se lire comme la condamnation (dont

il reste à tenter l'exécution avec les armes qu'il faudra) du développement à la fois mesquin et dangereux que se ménage l'auto-régulation de cette production, en regard du grandiose développement possible qui s'appuierait sur la présente infrastructure économique. »*

Un truc à épater le bourgeois. Avec un risque : que le bourgeois bousculé dans la quiétude de ses convictions se mette subitement à brandir le flambeau de la droite pour cramer les voitures en bas de chez lui. Maintenant, c'est très clair, cette opération de basse politique est manipulée en sous-main par un cartel d'assureurs et de fournisseurs d'extincteurs.

Raoul Vanupied

* Internationale situationniste, 1963

Rubiconnade

Mieux Chotard que jamais

Pour justifier de l'éviction d'Yvon Chotard, Jean-Marc Ayrault a expliqué que son ancien adjoint au tourisme international avait déjà fait trois mandats et qu'il devait s'estimer heureux, que c'était déjà pas mal. C'est vrai, il y a bien des Nantais et des gens du voyage qui ne peuvent pas en dire autant. Marrant qu'Ayrault parle de cette usure du temps et de la nécessité de passer la main, en se faisant forcer la main. Parce que l'argument vaut évidemment autant pour lui qui a fait autant de mandats successifs que celui qu'il jette. Quant à Chotard, l'héritage de Mai 68 est géré par fiston, Pierre Chotard ayant été embauché à temps au musée du Château. Le rejeton est désormais en charge de l'expo sur Mai 68 à Nantes. S'il ne tue pas le père, il peut au moins le tutoyer.



Gradinisme

Un fauteuil pour l'orchestre

À Zénith de Nantes, il y a bien un espace réservé aux handicapés, et les locaux sont effectivement accessibles aux spectateurs à roulettes. Mais il y a comme un lézard. L'espace réservé est si mal conçu que dès que le gradin situé devant "se met debout", eh ben derrière, on ne voit plus que leurs dos. Exemple le 8 décembre dernier, raconté

par une lectrice qui accompagne sa soeur, handicapée moteur, au concert RFP Party 80. Les fans du gradin devant ont passé le concert debout et n'ont rien voulu savoir pour aller s'acheter vite fait un papa vitrier. Ce soir-là, les handicapés n'ont rien vu... Et pas d'écrans géants pour se rattraper. D'où la scène : « Une quinzaine de jeunes en fauteuils passent les deux heures de concert à regarder... par terre. J'ai été très choquée de les voir ainsi. Nous avons essayé de "nous organiser" avec le gradin situé devant nous. Mais l'intelligence n'était pas de mise ce soir-là, et les commentaires recueillis fai-

saient froid dans le dos. À 80 euros les deux places, plus l'investissement nécessaire à l'organisation de ce type de soirée pour une personne handicapée, le mot scandale ne me paraît pas déplacé ». Interpellée, la direction du Zénith affirme qu'elle a conscience du problème, « mais que pour autant il n'était pas possible d'interdire aux personnes dans les gradins de se mettre debout, et encore moins de reconstruire le Zénith ». Ladite soirée avait par ailleurs lieu le soir du Téléthon... Place du Commerce, les handicapés ont pu admirer les très belles installations. Mais ce concert de bons sentiments restait sur un souvenir amer, le concert en aveugle qu'on venait de leur imposer. Le handicap de la double peine... Ces gens là, c'est vraiment des fauteuils de trouble !



Pesticidées reçues Les bionimenteurs

La presse mutualiste est bourrée d'engrais chimiques.

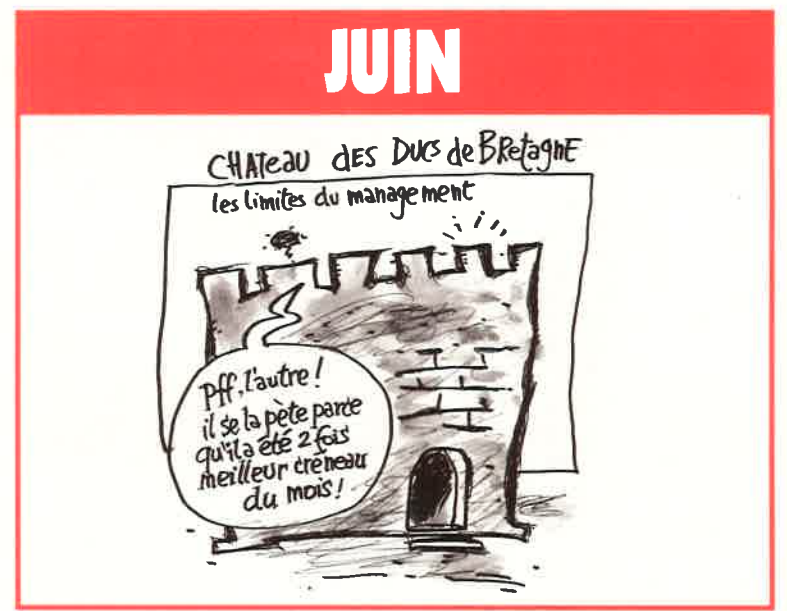
À Derval, Loire-Inférieure, Eugénie Hamon, 89 ans, mutualiste depuis plus de 50 ans et fille d'agriculteur bio, a bondi en lisant *Essentiel santé*, le magazine des Mutuelles de Loire-Atlantique*. Le dossier « Faut-il manger bio ? » pose la question : « Les produits bio sont-ils réellement meilleurs pour la santé ? ». Voilà un « réellement » qui sème d'emblée le doute. Intoxiqués par l'agro-industrie et les productivisme chimique, le magazine avance qu'on ne peut pas vraiment opposer bio et non bio, d'autant qu'il y a de l'agriculture raisonnée qui fait des efforts et les appellations d'origine contrôlée qui sont très bien. L'article soutient « qu'aujourd'hui les pesticides autorisés en agriculture conventionnelle le sont dans des conditions d'emploi telles que la limite tolérée dans les aliments ne présente aucun danger pour le consommateur ». Mais le pompon, c'est la conclusion : non seulement l'agriculture à pesticides est sans le moindre danger, mais en plus « un plan ministériel prévoit de réduire de 50% les quantités vendues des substances considérées comme les plus dangereuses ». Ce qui n'empêche pas les doses plus faibles, mais plus concentrées. Les mutualistes y vont de leur bon conseil : « On peut aussi recommander de laver les fruits avant de les consommer ». Encore un truc qui a fait bondir Eugénie : « Ce n'est pas une recommandation que vous devez donner, mais dites plutôt qu'il est impératif de les laver avec le plus grand soin et de ne pas manger la peau : ces

magnifiques pommes rouges et brillantes ont subi de 27 à 43 traitements avant d'arriver sur votre table. »

La publication santé fait parler l'inévitable toubib conseil. Celui qu'elle a dégoté est assez gratiné : « Si les pesticides peuvent être dangereux pour les utilisateurs, c'est-à-dire les agriculteurs, il n'existe aucune preuve de leur toxicité pour les consommateurs », explique sans tousser le docteur Jean-Michel Lecerf, endocrinologue lillois. « Pourquoi y a-t-il autant de cancers chez les exploitants agricoles ? », répond Eugénie. Le 12 septembre 2007, à Bruxelles, les eurodéputés ont opté pour une meilleure protection des consommateurs et de l'environnement ? Marie-Hélène Aubert, vice-présidente du Groupe des Verts/ALE a alors estimé que « Les pesticides sont des substances toxiques, produites dans l'intention de tuer, mais elles finissent souvent dans nos assiettes (...) D'après les rapports des autorités de contrôle, les consommateurs sont exposés à un nombre croissant de résidus provenant des pesticides, particulièrement sur les fruits et les légumes (...) Les substances dont les effets cancérigènes, mutagènes ou toxiques sont prouvés doivent être interdites, et ce malgré l'opposition de l'industrie chimique (...) Bien sûr, opter pour plus d'agriculture biologique resterait le meilleur moyen d'éviter les pesticides à tous les niveaux ». Comme quoi, c'est vital de vivre bio.

Rita Baga

* *Essentiel santé*, novembre 2007





LATULULULU?

■ LE PSEUDO-POPOTINISME NE PASSERA PAS *Politis n° 985, du 17 au 23 janvier 2008*

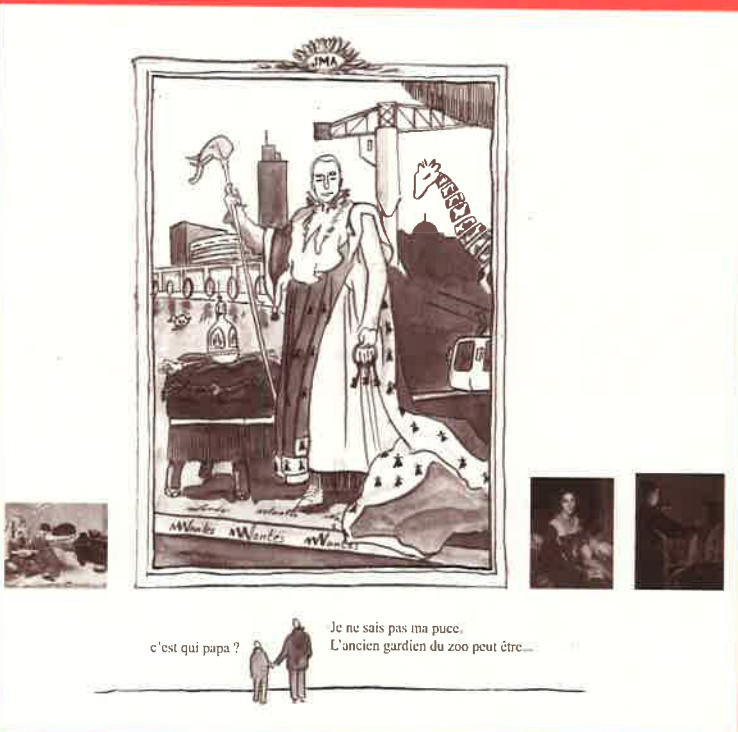
Jean-Marc Ayraut n'aime pas trop les histoires de cul, paraît-il. Les histoires de faux non plus. *Politis* l'a pourtant traité de faux cul avec François Hollande à propos du traité européen « ou comment nos socialistes ont tenté de faire croire qu'ils ne pouvaient pas imposer un référendum ». Où est le respect ? Pourquoi ne pas parler d'extrémités charnues de l'anatomie contraires à la vérité. Mais une question politique surgit : existe-t-il de vrais culs ?

■ VA DONC, EH, SOUS-PRIMAIRE ! *Presse-Océan 2 mai 1968*

C'était en mai 68. Les honnêtes gens s'insurgent. En tous cas contre des slogans et des graffitis sur les murs de la fac. *Presse-O* horrifié : « Quant à la valeur des inscriptions, précisons simplement, sans vouloir nous arrêter à ce qu'elles traduisent de sous-primaire, que reproduire certaines d'entre elles nous rendrait complice d'atteinte à la morale publique » (Cité par Yannick Guin en 1969 dans « La Commune de Nantes », édition Maspéro). A l'époque, quand *Le Monde* citait un ouvrier nantais qui disait vouloir casser la gueule à son patron, on écrivait « casser la g... ». Un sens de la retenue sur primaire.

■ NDL ? BTP ! (CQFD) *Ouest-France, le 8 décembre 2007*

Après le Grenelle de l'environnement, le projet d'aéroport de N-D des Landes manque d'argument. Après la saturation de Château-Bougon régulièrement annoncée depuis 1985, le fantasme de pistes supersoniques comme escale au Concorde, et un délestage des aéroports parisiens, dernier recours : « Ce sera le seul chantier d'aéroport en France, et en Europe occidentale, il n'y a pas plus de quatre à cinq aéroports dans les cinquante ans à venir. Tous les opérateurs sont donc intéressés par N-D des Landes afin de montrer leur savoir-faire, et l'exporter ensuite dans le monde entier », déclare le directeur général des services du conseil général de Loire-Inférieure. Enfin, un argument béton.



Le Père Noël est vraiment une ordure

Entre deux têtes de gondole, c'est pas le romantisme vénitien. Trimarde dans un temple de la consommation, Anna a été hyper sous traitée. La faute au Père Noël.

Un jour, Anna* flashe sur une annonce à l'ANPE. Le smic pour mettre en place la camelote dans un hyper, ça fait hyper rêver. Avant Noël, elle bosse donc deux mois chez Leclerc. Précisément au magasin Paridis, mais ce pourrait être n'importe lequel. Boulot : mise en rayon. Le truc post-moderne, c'est qu'elle a été embauchée par deux sociétés différentes, ce qui lui fait cumuler deux CDD, arrangés par deux fournisseurs de Leclerc.

Anna s'occupe donc d'installer les produits Nestlé, mais aussi un paquet de sous-marques pour la seconde boîte qui lui sert de patron de complément. Deux boîtes, ça permet à certaines de ces boîtes d'escamoter les heures sup, d'allonger le temps de travail sans se mettre en infraction, genre soixante heures la semaine, réparties en deux contrats disjoints : « Un de mes collègues me racontait une fois que la veille, il avait fait quinze heures de taf d'affilée », raconte Anna. Tout ça pour le grand bénéfice de la belle enseignante de l'hyper. Les pénibles qui réclament le paiement de leurs heures sups sont en général payés comme il se doit, mais pour les éventuels CDD à venir, wallou !

Grande distribue de défis

« En théorie, c'est chacun « sa » marque mais dans les faits comme on doit aussi obéir au chef de rayon en plus du chef de notre boîte "d'emploi", on se retrouve à s'occuper de tout le rayon. »

Question pression, c'est dose multiple, le petit chef de rayon de l'hyper, plus ceux des sous-traitants qui font placer leur camelote en rayon. Ça permet de se faire engueuler plusieurs fois. C'est quand même mieux que de s'emmerder à cent sous de l'heure entre deux têtes de gondole. D'autant que le travail prévu en cinq heures doit être réalisé en trois, avec allusion

Sortie de chiotte

Ote toi de là que je m'y reste !

Il n'y a pas que les cités sensibles. Le danger est partout, même dans les impasses réputées bien famées. À deux pas de l'île de Versailles et du Medef, un cabinet d'architectes a sa propre vision du code de la rue. Un riverain ayant eu l'arrogance de se garer au fond de ladite impasse se retrouva fort coincé par une belle Audi A3 bien lustrée. Le riverain coincé frappe donc chez les architectes. À l'entrée, un jeune diplômé (genre de ceux qui se font la main sur la photocopieuse en attendant promotion plus enthousiasmante) signale que le proprio de l'auto est aux goguenots. On ne dérange pas le patron d'un cabinet dans son petit cabinet. Après cinq bonnes minutes, le type sort fumasse : « On en a marre de bouger nos voitures, on vous a déjà dit de stationner ailleurs, est ce qu'on va vous faire chier quand vous travaillez ? Démerdez-vous avec votre voiture, et appelez les flics si vous voulez, ils ne viendront pas s'emmerder dans cette impasse ». Il faut le supplier pour qu'il bouge son monstre d'acier. Dernier commentaire : « C'est la dernière fois, vous n'avez qu'à pas vous garer sur NOS emplacements ». Aucun panneau n'indique qu'il a des droits sur ces places, mais apparemment les braves architectes ont du mal avec le stationnement durable de leurs bagnoles.

Crise alimentaire

LE PRIX DU BEURRE BLANC EXPLOSE



LE PETIT BEURRE SUIT



lourdingue à d'autres contrats à venir, à gagner, histoire de prouver qu'on mérite la place en ayant explosé le rendement. Ça a l'air d'un boulot à la con, mais pas du tout ! Challenge, défi personnel, surpassement, réalisation de soi, ce travail offre gratuitement l'occasion de gagner contre soi-même. Une thérapie perso offerte gratis. Pour donner du piment à cette introspection, chacun de ces précaires sous-traités se fait engueuler pour les fautes et retards de ses collègues, histoire de bien de monter les uns contre les autres. Les recrutements dans ces multiples unités de travail tentent de créer des clans : des "blancs" pour la mise en rayon, des Noirs ou rebeus comme vigiles pour surveiller et les clients et les autres salariés. Un management qui sait mettre de la couleur pour entretenir défiance et tensions entre les salariés.

Engueulo à tire larigot

Question horaires, ça change au dernier moment, et personne ne commence ni ne finit jamais en même temps. Évidemment, pas une minute pour parler, hormis les strictes consignes du taf. « Pour rencontrer mes collègues, je leur ai filé mon mail pour qu'on se voie en dehors », explique Anna.

« Il y a aussi le sexisme des petits chefs de rayons : une fille se fera engueuler si elle s'habille en jean large, pas assez féminin à leurs yeux, alors qu'on ne dit rien aux gars qui sont fringués pareil ». Anna a déposé des tracts expliquant les droits élémentaires des précaires. Repérée, elle se fait donc engueuler. Faut plus faire ça, Mademoiselle !

Le père Noël s'est cassé

Face à ces précaires forcés à speeder, certains clients savent trouver le ton juste. « Il y a ce type, un macho bourgeois de 50 ans. D'abord, il m'a engueulée parce que j'avais fait tomber un père Noël en chocolat, disant que je sabotais le travail des autres. Je lui ai dit que mon boulot est assez stressant comme ça. Il m'a insulté, me sortant la ritournelle "y a plein de gens qui seraient prêts à tout pour prendre votre boulot". Et finalement il est allé se plaindre au chef du magasin ». Mais c'est un collègue, responsable du rayon bazar, qui va faire le sale boulot : il la dénonce pour l'acte de délinquance suprême, avoir croqué un bout d'oreille du père Noël tombé du rayon, et donc invendable. Ce qui donne lieu à une scène d'humiliation publique, un responsable Leclerc la traitant de « voleuse » devant les clients. Elle est donc virée, ce qui écourte de deux jours la fin de son contrat. Après il faut se faire payer et avec deux patrons, ça fait deux fois plus de raisons de faire traîner.

Michel-Edouard Bleuckler
* Un prénom d'emprunt, c'est pas du vol.



Le commissaire intermittent

Le patron de la BAC fait l'acteur. Un atelier de la paix sociale, mais bon, on ne s'enflamme pas, c'est juste de la comédie.



Police et loulous des banlieues copains comme cochons. Un rêve ? Non. C'est juste l'idée à faire passer en faisant travailler ensemble des flics et des jeunes de Bellevue. Deux fois par semaine, pendant deux mois pour les répétitions. Pour calmer le jeu entre les argousins et leurs clients des quartiers populaires, cette initiative passe par le jeu. Objectif : « Casser les préjugés et renouer le dialogue ». Ouh là ! Rev'là les casseurs. Envoyez les collègues anti-émeute.

En attendant, fonctionnaires bienveillants et sauvages assagis ont donc monté une pièce de théâtre ensemble. Un sketch de vingt minutes où les rôles ont été inversés, la « PJ » (la « police des jeunes ») contrôlant les vrais keufs. Ça, c'était le pitch. « Il faut enlever de la rigueur et de la rigidité pour mettre un peu de souplesse et de contact humain qui facilite l'exécution de notre métier »*, explique le comédien-commissaire, alias com-com'.

La pièce n'a pas été présentée à Bellevue, mais en terrain moins sensible, dans une salle de la butte Sainte-Anne, en quartier boboïsant. Le 7 décembre, pour la première de cette « première en

France », il y avait le gratin, des caméras avec une diffusion sur Télénantes à la clé*, et même un sous-préfet. La communication était assurée par la préfecture. On passe de l'innovation citoyenne à l'évènementiel. Restez assis, ça commence. Entre quelques jeunes des banlieues et deux flics, les trois coups. Pas de baston, rien que du théâtre. Les vrais coups c'était quelques heures avant, contre des jeunes étudiants chassés à coup de flash ball.

Flicomédiens

Ce sont les aléas du casting. Il se trouve que le commissaire principal Laurent Dufour, le plus gradé de ces flicomédiens, a des états de service moins baladins. Dix jours avant, le 27 novembre, il commande l'escouade de la BAC qui joue une pièce sans inversion des rôles. Le théâtre des opérations est plus chaud. La brigade anti-criminalité s'est transformée en brigade anti-mûneurité. C'est en pleine mobilisation des étudiants et lycéens. N'écouter que son sens du devoir, la BAC tombe à flash ball raccourcis sur les 400 manifestants pacifiques qui viennent protester au rectorat. Parmi

les victimes de ce déchaînement sans sommation (à moins que les sommations aient été chuchotées en sourdine), un lycéen, Pierre, touché à l'œil droit d'un tir de balle en caoutchouc balancée par un policier à brassard. Depuis, Pierre est passé par la case hosto et les toubibs ne savent toujours pas s'il retrouvera la vision de l'œil atteint. Interpellé par le père du lycéen lors de la première triomphale du sketch de réconciliation jeunes-keufs, le commissaire est bien obligé de concéder qu'effectivement, il commandait l'équipe qui a démolit le lycéen, mais qu'il ne peut rien dire, enquête en cours, bla bla bla. Mais il l'a expliqué à la télé : « La vie est faite de choses désagréables et de choses agréables »*. Pour faire flic, il faut de la philosophie. Et commissaire intermittent, ça doit être un peu schizophrène. Rigueur, souplesse, métier. Un coup, je te tape dans le dos, un coup, je te cogne dans la gueule. La pièce a été rejouée le lendemain au festival Tissé Métisse. Le site internet d'Ayrault s'en félicite : « Le spectacle traduit le malaise social des quartiers lié notamment à la précarité ». Le député-maire soutient cette initiative : « Il y a trop d'injustices, il faut donner une chance à tous ces enfants ». Mais le débat qui devait suivre, prévu sur les rapports entre jeunes et police, a été annulé. Sans doute pour éviter de donner une chance à tous ces enfants estropiés par la police. Ils auraient pu troubler de si beaux sentiments et les réduire à de si sots boniments.

Jules Maigri

* Télénantes, « ça vient de la rue », 18 diffusions du 15 au 25 janvier 2008

SEPTEMBRE

SOLDES SUR LE MUSCADET CLONÉ



Tengrillade

La paupiette prête à mordre

Il y a des histoires qui mettent longtemps à remonter. Le 12 septembre 1999, à Châteaubriant, un abattoir de veaux a cramé. Un site industriel qui s'était affranchi de quelques obligations, question législation. Avec quelques entourloupes sur les dates de péremption de morceaux de bidoche. Mais bon. L'incendie a mis 500 salariés au chômage immédiat. L'abattoir ne sera jamais reconstruit. La Mée, le journal rebelle du cru, a compilé toutes les données de cette histoire sur un site internet. Élément du patrimoine industriel et ouvrier local. Le site d'archives ne se défendait pas mal puisqu'il était en seconde position dans les pages internet qui s'affichent quand on tape « Tendriade ». Juste derrière le site officiel de la firme. Huit ans après, Tendriade, filiale de Lactalis, basée à Laval, somme l'hebdo castelbriantais de fermer ce site pour préjudice commercial. Mise en demeure, avocate, menace de procès sur le terrain du droit des marques, de la responsabilité civile, tout le

tintouin. Les juristes ont relevé que les moteurs de recherche retrouvent accolés au nom de la marque des joyeusetés comme « le chant des nécrophages », « Tendriade nuisances », ou « entourloupe en perspective ». Ce que l'avocate traduit par « agissements fautifs et grave-mment préjudiciables ». Chez Tendriade, on a la paupiette sensible. Manque de bol, le site incriminé n'est qu'un site perso ne nécessitant pas de dépôt de nom de domaine, sur lequel Tendriade voulait attaquer. Le site a été fermé, mais toutes les données sur l'affaire ont été rapatriées sur le site de La Mée, où toute la saga est disponible. Tendriade, c'est presque un nom pour une mafia chinoise. Ah oui, non, ça, c'est les triades. Mais maintenant c'est écrit, et les moteurs de recherche risquent bien de colporter ce truc. Faut s'attendre à un rendez-vous d'avocats pour dans huit ans. À quelle heure ?

Ringo Voma

* www.journal-la-mee-2.info/spip.php?article515

cagibisme

L'homme à la caméra, version Poutine

Fin janvier, au Katorza, c'est le festival Univerciné consacré au cinéma russe. Soutenu par l'Agence fédérale de Russie pour la culture et le cinéma qui a fait passer neuf films de jeunes réalisateurs russes. Pas bien prudent, le festival avait aussi programmé un documentaire d'Andrei Nekrassov : « Litvinenko : empoisonnement d'un ex-agent du KGB ». Il devait être projeté une semaine avant sa sortie en salles. Ouh, mais voilà, si le KGB est fermé, l'œil de Moscou est encore ouvert.

Quand l'ambassade de Russie a vu le programme depuis Paris, le

chantage a été direct : « L'ambassade nous a dit que si on maintenait le documentaire dans le cadre du festival, on n'aurait pas les copies des autres films. Et puis l'ambassade a demandé que tous les dépliants programmes soient détruits. C'est une vraie censure, dit Cécile Ménanteau du Cinéma Katorza. Et c'est la première fois depuis onze ans que le festival existe ! Mais on a retiré le documentaire qui de toute façon est présenté au Katorza la semaine suivante. » Pour éviter de mettre au pilon les dépliants, il a fallu coller des stickers sur les 6 500 programmes édités. Pour faire « disparaître » au mieux le résumé de ce film pas très poutinelâtre. Du temps du régime soviétique, on faisait disparaître des photos officielles les dignitaires déçus. Là, un film entier. Fortiche, Vladimir.

Sylvester Staline.



Pom pom pom funèbres

Plus commerçant, tu meurs !

La mort s'installe Chaussée de la Madeleine. Lulu a narré l'histoire paranormale de ces boutiquiers de l'irrationnel, couple de libraires qui, après avoir subrepticement trépassé à la veille de Noël, se seraient réincarnés en néon. Le génie des lieux a opéré une mutation rapide. Une société de pompes funèbres low cost a aussitôt réinvesti le local commercial. Les anciens grimoires magiques et recueils de témoignages post-mortem ont débarrassé le plancher des mortels, cédant la place à des gerbes mortuaires flamboyantes, chrysanthèmes parfumés et épitaphes en marbre stylé. Tel le phoenix, une nouvelle librairie occultiste est renée sur le même trottoir, à un jet de pendule seulement des nouvelles pompes funèbres. Les commerces de la rue prospectent manifestement un créneau : l'au-delà et même plus loin.

Sélection du trieur digest

Tout dans le même sac

Collecte sélective : à Nantes, ça s'appelle « tri'sac », même s'il n'y a que deux sacs, jaune, bleu, à balancer dans sa poubelle. Paraît-il que c'est génialement avant-gardiste écolo responsable. Pourtant, le succès est mitigé pour ceux qui pratiquaient déjà le tri sélectif volontaire, portant leurs déchets triés, verre, carton, plastique dans des conteneurs en ville. Avec le nouveau système, il faut toujours se déplacer pour aller déposer le

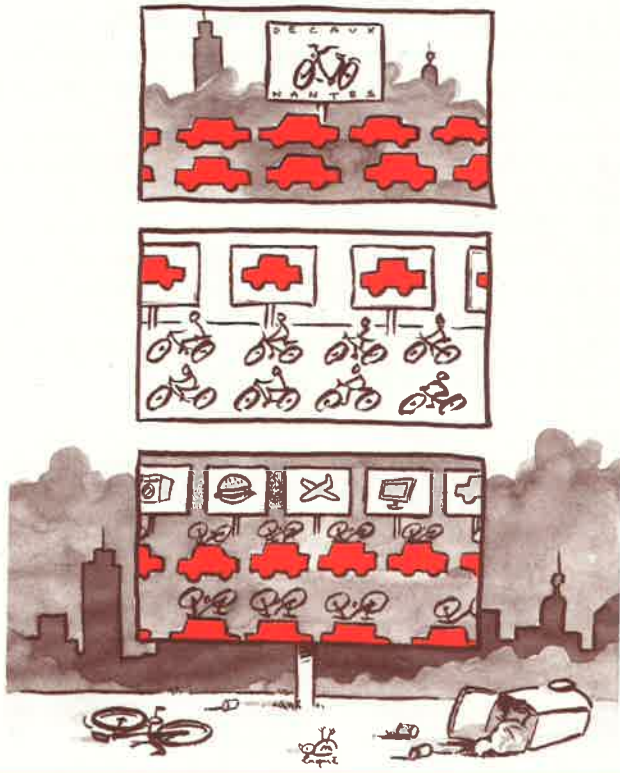
verre dans ces mêmes conteneurs. Pour le reste, carton, bouteilles d'eau, flacons de lessive et boîtes de conserve finissent dans le même sac jaune. Il faudra donc les retrier à la main. Tri effectué par des trimards au smic. Des emplois qui relanceront la croissance, se rueront au supermarché à la première paye, et rempliront les poubelles de toujours plus d'emballages à trier. C'est comme ça qu'on invente le bonheur.

OCTOBRE



NOVEMBRE

LES VELO DECAUX ONT TOUT CHANGÉ



Médéense

Mais où est donc passée la Medef compagnie ?

Baderne supérieure déplacée, le général Xavier Bout de Marnhac gagne une quatrième étoile en partant chez les Kosovars, avec la Kfor, la force de l'Otan. Il gagne aussi en modestie: « C'est au moment où je suis connu et, éventuellement apprécié que je dois quitter Nantes ». Bilan en tenue camouflée: « Nous avons créé un comité de liaison Medef-Défense qui fonctionne bien. Les entreprises peuvent emboucher nos anciens militaires. Nous échangeons nos pratiques de management »*. Le 1^{er} octobre, le Medef a ainsi tenu conférence de presse dans la caserne du quartier Richemont. La discipline fait la force des

entreprises. C'était la journée nationale du réserviste: Jean Leroyer, président du Medef 44 a vanté les mérites de Patrick Marengo, général commandant l'état-major qui est intervenu devant un bataillon de patrons locaux sur le thème « La décision dans la crise ». Le tout précédé d'une visioconférence avec son prédécesseur, le général de Marnhac au Kosovo. S'il pouvait faire venir quelques pauvres bougres près à trimer pour des miettes. C'est l'avenir, des salariés gérés comme en caserne, obéissants, et des bidasses cultivant le win-win: je te tue, tu me tues et tout le monde y gagne.

*Ouest-France, le 1er septembre 2007

DECEMBRE



De guerre lasse

Un rafioteur à la coule

Le musée de l'amiante qui flotte tient le coup. Nantes a vraiment des atouts pour devenir une capitale touristique

Des voix s'élèvent depuis des lustres pour réclamer in petto que l'on coulât le Maillé-Brézé, qualifié de déjection flottante, aussi grise que militaire! C'est un peu hâtif. Le navire a quand même une utilité: sa présence empêche une partie des merdes de goélands de finir dans la Loire. La fierte atterrit donc sur les plaques « Honneur » et « Discipline » vissées aux superstructures du bateau de guerre. Et pour faire plaisir à ces chieurs volants, on va repeindre l'escorteur d'escadre. Une oeuvre de salubrité publique qui bénéficie de la générosité des collectivités locales et de l'état qui accordent 100 000 euros pour ce rafraîchissement.

Profitons-en pour rappeler l'histoire de cet encombrant bateau gris. 128 m de trop long, 5 m sous la flottaison, le tout incrusté dans la vase du port depuis son désarmement le 1^{er} avril 1988. Les bidasses de la Royale l'ont confié à une association, Nantes Marine Tradition. Nantes qui n'a jamais été un port maritime doit donc écopier de ce débris militaro-grisâtre. Les défenseurs de cette vieille baïlle ont un argument: les chantiers navals nantais ont bien fait quelques bateaux militaires, à l'occasion. Sauf que ce rafioteur-là est né en 1953 à l'arsenal de Lorient. Pas vraiment du patrimoine local.

Ses titres de gloire? À part son surnom de « Mal baisé » dans la Royale, juste des ronds dans l'eau: le rafioteur a surtout été « affecté au monotone soutien de la Force océanique stratégique ». Le suivi des sous-marins nucléaires. C'est maigre. Ses 18 canons, 12 lances torpilles et 5 lance-roquettes n'ont trucidé aucun méchant ennemi.

Le rafioteur de la Méduse

L'outil de guerre a des faits d'armes plutôt piteux. Notamment le 9 novembre 1971, lors du naufrage en mer d'un cargo français, le Maori, chargé de nickel de Nouvelle-Calédonie, qui coule mystérieusement dans le golfe de Gascogne. Tout l'équipage péri en mer, soit 38 marins français. « Le SOS du Maori a été capté en tout premier lieu par la vieille radio du Maillé-Brézé qui se trouvait en exercice à la mer, raconte Nicolas Prioux, le fils d'une des victimes**». Le Maillé-Brézé qui était sans doute le plus proche du lieu du naufrage et par conséquent le mieux placé pour porter secours ne s'est pas dérangé. Les parties civiles, s'appuyant sur les déclarations du personnel de veille radio sur ce navire, évoquèrent cet épisode devant la justice. Celle-ci se déclara incompétente pour instruire, puisque ces faits, s'ils s'avéraient exacts, étaient de nature à mettre en



Croisade

Le Maillé-Brézé croulant sous la peinture

On croyait que le Maillé-Brézé croulait sous la rouille, la fatigue et les critiques. Faux. C'est sous la peinture. Mais si le débris de la Royale croule, il ne coule pas encore. Cette peinture, c'est un don. Pas du ciel, non. Un don du croiseur Colbert*, qui a quitté les quais de Bordeaux pour finir sa rouille au cimetière à bateaux de Landevennec dans le Finistère. Une décharge à flot qui devient le plus important musée de bateaux de guerre en France. Si le bateau bordelais y a été contraint à l'exil, c'est qu'il a démontré le gouffre financier d'un tel rafioteur à flot. Du coup, la vieille baïlle à la retraite a refilé son stock de peinture au rescapé nantais. Ces 1400 kilos de peinturlure doivent assurer quatre ans de maquillage d'entretien du Maillé-Brézé. Nantes écope aussi d'un don de quelques mannequins et trois vieux fusils, légués par le Colbert. On pavoise!

des juridictions militaires. » Dernièrement, les marins maltais ont été montrés du doigt dans toute l'Europe pour refus d'assistance à des africains naufragés. La solidarité des gens de mer est pourtant une vertu qui ne regarde pas si les marins sont civils ou militaires. Le Maillé-Brézé a aussi trempé dans la guerre d'Algérie. Stationné avec le Surcouf en mars 1962, face à Alger, avec la consigne de tirer avec leurs canons, s'il le faut, sur le quartier européen de Bab-el-Oued. Ce qui fait un curriculum vite fait sur le gaz mais pas très reluisant.

Comme titre d'héroïsme, on pourra ajouter que le Maillé Brézé est un des derniers à résister au désamiantage déshonorant. Jusqu'aux années 70,

tous les bateaux ont été isolés à l'amiante. C'est ça le côté patrimonial. Le Colbert* avait la même tare à Bordeaux. Le Maillé-Brézé peut revendiquer le label de dernier des musées navals flottants bourrés d'amiante. Heureusement qu'il est privé de mer. Naviguer bourré, c'est dangereux.

Rackam Legris

* Désarmé en 1991 et transformé en musée à Bordeaux deux ans plus tard, le Colbert a quitté le Port de la lune pour aller définitivement au rencart. Pas intéressant, pas assez de visiteurs, bien trop cher à réparer et à tenir en état. La marine nationale, propriétaire de la vieille coque n'a pas voulu cracher au bassin. Le passé, on ne crache pas dessus.

** <http://ms.maori.free.fr/>

Communauté européenne Type top l'Europe

Rubrique faits divers*: une Rivreuse de journaux agressive au petit matin dans une rue du centre « par un homme de type européen ». Mais qui est que ce type? Cette typologie raciale qui ne dit pas son nom est en fait une catégorie strictement policière. Une précision au faciès qui permet par exclusion de comprendre qu'on ne parle pas d'un Noir ou d'un beur (dit « NF » dans les commissariats). Quant à savoir ce qui peut correspondre au type européen, on retourne aux clichés racistes des livres de géographie du temps des colonies.

Mais comment reconnaître un type européen, s'il est de souche écossaise, caucasienne, andalouse, lapone ou s'il est né à Saint-Michel-Chef-Chef? Qui a dit « Le faciès ne passera pas »?

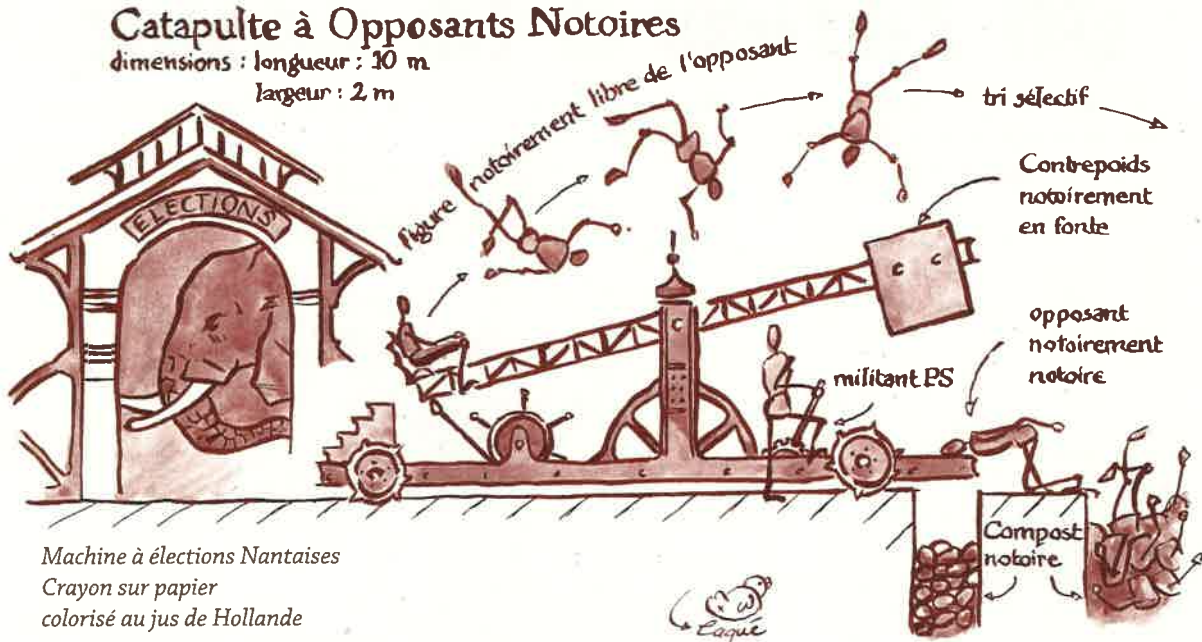
* Presse-Océan, le 7 février 2007



MACHINE À C.O.N

Catapulte à Opposants Notoires

dimensions : longueur : 30 m
largeur : 2 m



Machine à élections Nantaises
Crayon sur papier
colorisé au jus de Hollande

défilé de mode

Le général Cornecul fait son kaki nerveux

La brigade des attifés à la va comme j'te pousse a poussé un peu loin. Ça la prodigieusement énervé, le chef.

Garde à vous ! C'est quoi ces gugusses les deux doigts sur la couture du pyjama d'opérette ? Le négligé des trouffions, des galonnés et des sous-offs, ça commence à bien faire. Le général Bonnemaison qui commande à Nantes la 9^e brigade blindée légère de marine a rappelé à ses subalternes les méandres rectilignes de la pensée uniforme. Bien plus fort que la pensée unique. La lettre a été publiée sur le site internet de l'Adefdromil, l'association de défense des droits des militaires*. Il se déclare énervé par la mode des fringues fantaisistes, ou, dit en jargon bidasse des « effets non réglementaires », mais vendus dans les foyers des casernes. « Le principe de base est simple : il y a une tenue et une seule : c'est celle du chef. Qui doit être lui aussi dans la tenue de son chef ». La discipline gigogne quoi. Pour les pompes, même topo : « Ceux qui ont des problèmes de semelles orthopédiques, comme c'est mon cas depuis trente ans, s'adaptent ; non pas en choisissant les rangers charentaises avec pompon attendant et intérieur douillet, mais en prenant une taille de rangers adaptée à leur morphologie ; j'ai dit une taille et pas une marque (...) On peut comprendre ces écarts de tenue pour des adolescents avec boucle d'oreille et gel dans les cheveux. C'est leur manière de montrer leur différence. Mais voilà : vous n'êtes plus des ados et vos hommes ne doivent plus l'être ». En matière de tenue : « Un militaire gros, avec bajoues attenantes et aucune visibilité sur son ceinturon enfoui sous des lipides abondants, n'est ni dissuasif ni crédible et j'aimerais que tous, quel que soit votre âge, vous fassiez comme moi qui, jour après jour, lutte pour rester svelte (...) Je vois ici ou là, des pattes sur les oreilles qui descendent de plus en plus ».

Prodigieusement fâché tout rouge, le général : « Cela m'énerve prodigieusement de devoir m'occuper de problèmes de cornecul. Donc, si je m'en occupe, c'est que je prendrai des sanctions de cornecul. Et si cette lettre s'adresse aux officiers, qui commandent, c'est à eux - en tant que chefs qui n'ont pas répercuté mes ordres ou qui sélectionnent les ordres auxquels ils ont l'intention d'obéir - que j'expliquerai dans mon bureau les choix de carrière que j'ai cru bon pour

eux parce qu'ils ont cru bon d'avoir des lois différentes de la mienne. (...) Montrez l'exemple, commandez, exigez d'être obéi. Vous êtes intelligents, vous commandez des types qui le sont et sauront comprendre ce que vous leur dites. Pour les cons, je m'en occupe. »

Ces généraux ont vraiment du temps libre, pour s'occuper de tous les cons en uniforme.

Marcel Pyjama

* Extraits publiés par Presse-O le 30 janvier 2008

Tif et tondu

Maître Capillo

Coupe de douille réglo, version caserne.

Histoire de ne pas couper les cheveux en quatre, petit extrait de l'article 16 du décret 2005-796 relatif à la discipline générale militaire. À la rubrique coupe de cheveux : « Les nécessités de l'hygiène, de la sécurité et du port des effets et équipements spéciaux impliquent de fixer les limites à la longueur des cheveux et au port de la moustache et/ou de la barbe. L'aspect de la chevelure dépend essentiellement de la morphologie de chaque individu, de la texture de ses cheveux et du soin qu'il apporte à leur entretien. L'attention sera portée principalement sur l'aspect net et

soigné de la chevelure et sur sa compatibilité avec le port de la coiffure. » Suivent les critères applicables à toutes les armées : « L'épaisseur ne doit pas être telle que le bandeau de la coiffure réglementaire y laisse une marque ou provoque une saillie des cheveux ; la coupe doit être dégradée et, dans le cou, s'arrêter au plus bas à mi-chemin entre le niveau du bas de l'oreille et le col de la chemise ou le col amovible ; les pattes doivent être droites, de faible épaisseur ; elles ne doivent pas s'étendre en dessous d'une ligne tracée à mi-hauteur de l'oreille. »

Les déjections canines interdites en Centre-Ville



Tsar Ac

La médiathèque condamnée à perpète

Il y a un an, de son vivant, Hélène Carrère d'Encausse inaugurerait à Carquefou une médiathèque à son nom. Un an après, elle est toujours vivante.

On ne se mouche pas du coude à Carquefou. Pour l'inauguration en janvier 2007, le carton d'invitation était signé par le maire et l'adjointe à la « Culture & loisirs Culturels » (sic). Tout ça pour « la Cérémonie de dénomination de la Médiathèque Hélène Carrère d'Encausse en présence de Madame le Secrétaire perpétuel de l'Académie française ». Avec des majuscules partout pour faire pompeux. Petit rappel : dans la French Ac, « Madame le » n'est autre que la poire belle Hélène en question. La dame a donc une médiathèque à son blase et de son vivant. Au passage, « Mme le » avait daigné donner modestement une conférence intitulée : « Quelques grands moments de l'histoire de l'Académie française ». Rien moins. Le prochain coup, la Carrère d'Encausse accordera une lecture publique d'une conférence sur « Quelques grands moments de l'histoire culturelle de Carquefou ». Dans

cette banlieue remuante, il n'est pas sûr que Dame Carrère revienne sur les gentilles accusant la polygamie d'être une des causes des émeutes dans les banlieues françaises*. On attend encore le démenti du secrétaire de la Racaille academy.

* « Ces gens, ils viennent directement de leurs villages africains. Or la ville de Paris et les autres villes d'Europe, ce ne sont pas des villages africains. Par exemple, tout le monde s'étonne : pourquoi les enfants africains sont dans la rue et pas à l'école ? Pourquoi leurs parents ne peuvent pas acheter un appartement ? C'est clair, pourquoi : beaucoup de ces Africains, je vous le dis, sont polygames. Dans un appartement, il y a trois ou quatre femmes et 25 enfants. Ils sont tellement bondés que ce ne sont plus des appartements, mais Dieu sait quoi ! On comprend pourquoi ces enfants courent dans les rues. » (interview à la chaîne de télé russe NTV le 15 novembre 2005, traduit du russe par le journal Libération)



Qui ça?

Ont œuvré à ce numéro : Pich, Twenty hundred Flouze, Ali Bobo, Canard Laqué, Jules de chez Smith, Mauresque, Sophie Nasri, Nicolas de La Casinière. Mise en page : L. Gikel. Directeur de Publication : Nicolas de La Casinière. N° ISSN : 1270-4911- N° CPPAP : 0211 G 88321. Dépôt légal à parution. Édité à 3500 ex. sur papier recyclé par LNG 13 rue Antoine Lavoisier 44980 Ste-Luce pour : La Lutte à Lulu, asso 1901, 11 rue des Olivettes, 44000 Nantes. Toutes les archives du journal (sauf le dernier numéro) sur <alettrealulu.com>. Les textes publiés sont « copyleft ». Libres de droits, ils peuvent donc être repris, republiés, rediffusés, si possible avec mention de l'origine.

Abonnement 20 € = 10 numéros

Nom :

Prénom :

Adresse :

Chèque à l'ordre de
La Lutte à Leuleu,
11 rue des Olivettes
44000 Nantes